

ELEMENTS D'INFORMATION SUR LES SUJETS PROPOSES AU CONCOURS INTERNE DE SECRETAIRE ADMINISTRATIF DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES (Ile-de-France)

➤ Les épreuves écrites d'admissibilité au concours interne :

1^{ère} épreuve : **rédaction d'une note administrative**, à partir d'un dossier à caractère technique pouvant comporter des éléments chiffrés (données statistiques, comptables, financières et administratives simplifiées) et permettant de vérifier les qualités d'analyse et de synthèse du candidat.

Durée : 3 heures (coef. 3)

2^{ème} épreuve : **réponse à cinq à dix questions** sur un ou plusieurs textes administratifs de portée générale ou à caractère technique. Cette épreuve doit permettre de vérifier l'aptitude du candidat à comprendre le texte et à en expliciter le contenu, en faisant appel à ses connaissances administratives et à des connaissances élémentaires sur le droit constitutionnel et administratif de la France, les institutions communautaires et les finances publiques.

Durée : 3 heures (coef. 2)

➤ Les sujets proposés aux concours interne des années 2004, 2002, 2001, 2000, 1999 (+ 1997 et 1996 pour l'épreuve de note administrative)

① 1^{ère} épreuve : note administrative :

concours interne déconcentré du 25 juin 2004

le sujet :

A l'aide des documents joints, vous rédigerez une note administrative présentant à votre directeur les principales dispositions du plan hôpital 2007

Les documents joints: 19 pages dont :

Discours Monsieur Jean François MATTEI Ministre de la Santé, de la famille et des personnes handicapées du 20 novembre 2002 (5 pages)

Acteurs n° 72 – Janvier 2003 – Le plan hôpital 2007 (4 pages)

Communiqué du 2 mars 2004 : Hôpital 2007, 100 établissements s'engagent dans l'anticipation de la réforme (1 page)

Circulaire DHOS/F n° 2003-139 du 20 mars 2003 relative au plan d'investissement national « Hôpital 2007 » (9 pages)

Concours interne déconcentré du 7 mai 2002

Le sujet :

« La loi du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions comporte des dispositions pour la lutte contre le saturnisme (intoxication par le plomb).

Le directeur de la DDASS de X, située en Ile-de-France, vous demande de rédiger à partir des documents joints, une note au préfet de 4 à 6 pages présentant le problème du saturnisme, les dispositions de la loi du 29 juillet 1998 et leurs mises en œuvre dans le département.

Les documents joints : 23 pages dont :

- article 123 de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 (2 pages)
- fiche "lutter contre les exclusions ..." (1 page)
- fiche "deux ans d'action de lutte contre les exclusions" (3 pages)
- fiche "le plomb est très dangereux pour la santé" (2 pages)
- fiche "les responsabilités des propriétaires, des vendeurs et des acquéreurs de logement" (3 pages)
- fiche "les mesures d'urgence décidées par les préfets" ((2 pages)
- fiche "que faut-il faire en présence de canalisations d'eau potable en plomb ?" (2 pages)
- la lettre du SSIF (3 pages)
- arrêté du préfet de X définissant la zone à risque (2 pages)
- extrait du rapport d'activité 2000 de la DDASS de X (2 pages)

Concours interne déconcentré du 7 juin 2001

Le sujet :

*« Les emplois jeunes répondent à une double finalité : créer de nouveaux emplois et développer des activités nouvelles ou insuffisamment assurées jusqu'ici.
Votre chef de service vous demande de rédiger une note d'information de 4 à 5 pages maximum, à partir des documents joints, présentant les différents aspects du dispositif, afin de participer à une réunion qui doit se tenir prochainement. »*

Les documents joints : 22 pages dont :

- loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 et décret n° 97-954 du 17 octobre 1997 (6 pages)
- emplois-jeunes : comment appliquer la loi Aubry - Le courrier des Maires (3 pages)
- feu vert pour les emplois jeunes- Communes n° 363 (2 pages)
- emplois jeunes : de nouveaux métiers ? La Gazette (2 pages)
- des missions de service public, mais sans le statut - Le Monde (1 page)
- faire émerger des besoins : une logique nouvelle - Le Monde (1 page)
- les emplois jeunes sont maintenant soumis à l'épreuve du terrain - Le Monde (1 page)
- un appel d'air, en principe, pour les moins qualifiés - Le Monde (1 page)
- emplois jeunes : le oui ... MAI des directeurs de l'éducation - La Gazette (2 pages)
- des emplois jeunes sur les sentiers de la randonnée pédestre - Le Monde (1 page)
- près de 50 000 emplois jeunes à la fin mars - La Gazette (1 page)

Concours interne du 8 juin 2000 :

Le sujet :

*« Afin de posséder une vision globale, le Préfet vous demande, à partir du dossier ci-joint, de lui adresser une note relative au volet du programme de prévention et de lutte contre les exclusions consacré à l'accès aux soins ;
Vous mettrez ainsi en évidence les difficultés auxquelles se trouvent confrontées à cet égard certaines catégories de la population et exposerez les principales mesures adoptées afin d'y remédier »*

Les documents joints : 40 pages dont :

- 2 extraits de lois (loi du 29 juillet 1998 et loi du 27 juillet 1999)
- un décret du 29 décembre 1998
- une circulaire (du 23 février 1999)
- 2 articles de presse (1 issu des ASH et 1 de TSA)
- 1 extrait d'ouvrage

Concours interne du 1^{er} juin 1999:

Le sujet :

« A partir du dossier ci-joint, le comité technique régional et interdépartemental (CTRI) vous demande de rédiger une note à caractère administratif décrivant les problèmes engendrés par le passage à l'an 2000 dans les systèmes informatiques, techniques et les équipements électroniques. Vous indiquerez les dispositions à prendre par le directeur régional et les directeurs départementaux des affaires sanitaires et sociales de la région au plan de la gestion interne de leur propre administration ainsi que leurs secteurs de compétence respectifs. »

Les documents joints : 38 pages dont :

- 5 circulaires ou lettre circulaire
- 2 articles de presse (issus « Le Monde » et « Le Monde interactif »)
- 1 message de la Direction de l'Action Sociale aux DDASS

Concours interne du 23 septembre 1997:

Le sujet : *« A l'aide de l'ensemble des documents joints, vous rédigez une note, n'excédant pas cinq pages, présentant les principales dispositions régissant l'attribution de la Prestation Spécifique Dépendance. »*

Les documents joints : 28 pages dont :

- 1 loi (du 24 janvier 1997)
- 2 décrets (du 28 avril 1997)
- 3 arrêtés (du 22 mai 1997)

Concours interne du 9 avril 1996:

Le sujet :

« A l'aide de l'ensemble des documents joints, vous rédigez une note, n'excédant pas cinq pages, présentant et illustrant le dispositif visant à l'amélioration des soins aux détenus. »

Les documents joints : 27 pages dont :

- 1 extrait de loi (du 18 janvier 1994)
- 1 article du code de la Santé Publique
- 1 article du code de la Sécurité Sociale
- 1 circulaire (du 8 décembre 1994) et une note de service de la DH (du 13 juillet 1995)
- 1 article (issu de la revue « la santé de l'homme »)
- 1 extrait d'un rapport du Haut comité de santé publique

② 2^{ème} épreuve : cinq à dix questions sur un ou plusieurs textes administratifs de portée générale ou à caractère technique

Concours interne déconcentré du 25 juin 2004:

Le sujet :

Vous répondrez aux cinq questions suivantes à partir des documents joints :

- 1 – Les pouvoirs du Président de la République en cas de crise.*
- 2 – Les différents modes d'expression du suffrage universel.*
- 3 – Les compétences du conseil constitutionnel*
- 4 – Rôle et compétence de l'Assemblée Nationale*
- 5 – Comment peut-on modifier la constitution ?*

Les documents joints : 18 pages

- 1- constitution du 4 octobre 1958

Concours interne déconcentré du 7 mai 2002:

Le sujet :

« Vous répondrez aux sept questions suivantes à partir des documents joints. »

- 1- le contrôle du Parlement sur le gouvernement*
- 2- le suffrage universel peut-il être indirect ? Dans l'affirmative, précisez en le principe et citez un exemple d'élection de ce type*
- 3- le référendum sous la Vème République*
- 4- Qui a le pouvoir de saisir le Conseil constitutionnel dans le cadre de son contrôle de constitutionnalité ?*
- 5- Quels sont les droits des usagers définis par la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale et quelles sont les instances mises en œuvre au service des usagers ?*
- 6- L'agence française de sécurité sanitaire des produits de santé : quelle est sa composition et quel est son rôle principal ?*
- 7- Qui a en charge la responsabilité de l'organisation du service de garde des pharmacies ?*

Les documents joints : 30 pages dont :

1. constitution du 4 octobre 1958 (13 pages)
2. loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 (extraits - 6 pages)
3. loi n° 98-535 du 1^{er} juillet 1998 (extraits - 7 pages)
4. extrait code de la santé Publique : article L.5125-22 et R.5015-51 (3 pages)

Concours interne déconcentré du 7 juin 2001:

Le sujet :

« Vous répondrez aux sept questions suivantes à partir des documents joints. »

- 1- Quelles sont les missions et compétences de la Cour des Comptes ?*
- 2- La déconcentration des décisions administratives individuelles : définition, motifs de la déconcentration et exceptions à l'échelon de compétence de droit commun.*
- 3- Quelles sont les compétences de la Commission Nationale de Déontologie de la Sécurité et quelle en est la procédure de saisine ?*
- 4- Qui peut prendre l'initiative d'une révision constitutionnelle et quelles sont les principaux modes de mise en œuvre de cette procédure ?*
- 5- Les ordonnateurs : définition, rôle. Quels sont les autres acteurs de la comptabilité publique ?*
- 6- Quelles sont les obligations du Gouvernement concernant les projets et propositions d'actes des Communautés Européennes et de l'Union Européenne comportant des dispositions législatives ?*
- 7- Définitions : délégation de signature, délégation de pouvoir.*

Les documents joints : 40 pages dont :

- 1- Présentation à l'Assemblée Nationale du rapport public annuel 2000 de la Cour des Comptes (3 pages) ; extrait de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (1 page) ; Code des Juridictions financières - extraits (8 pages)
- 2- Décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles (2 pages) ; "la déconcentration des décisions administratives individuelles (3 pages)
- 3- Loi n° 2000-494 du 6 juin 2000 portant création d'une Commission nationale de déontologie de la sécurité (5 pages)
- 4- Extrait de la constitution du 4 octobre 1958 - art 11 et 89(1 page) ; la révision de la Constitution sous la Vème République (3 pages)
- 5- Arrêté du 9 août 1999 portant règlement de comptabilité pour la désignation d'ordonnateurs secondaires (1 page) ; arrêté du 23 février 2000 chargeant le directeur des relations économiques extérieures des fonctions d'ordonnateur principal (1 page)
- 6- Circulaire du 13 décembre 1999 relative à l'application de l'article 88-4 de la Constitution (6 pages) ; Règlement de l'Assemblée nationale - extraits (1 page)
- 7- Arrêté du 6 avril 2001 portant délégation de signature (1 page) ; arrêté du 5 janvier 1998 portant délégation de pouvoir (2 pages)

Concours interne du 8 juin 2000:

Le sujet :

« Vous répondrez aux six questions suivantes à partir des documents joints. »

- 1- quels sont les pouvoirs des préfets en matière d'organisation des services déconcentrés ?
- 2- quelles sont les fonctions du Président de la République sous le Vème République ?
- 3- Quel est le profil des personnes pouvant être bénéficiaire du programme TRACE et que leur apporte ce programme ?
- 4- Quel est le rôle des DRASS dans la mise en œuvre d'une formation expérimentale d'éducateurs spécialisés et de moniteurs par la voie de l'apprentissage ?
- 5- Le traité d'Amsterdam, dont la négociation s'est achevée le 18 juin 1997, a été signé par les Etats membres le 2 octobre 1997. Afin qu'il entre en vigueur en France, quelle procédure a été suivie ?
- 6- Quels sont les droits et obligations des fonctionnaires ?

Les documents joints : 32 pages dont :

- 1- décret du 20/10/99 (pouvoirs des préfets ...)
- 2- Titre II de la Constitution
- 3- circulaire du 23/10/98 (programme TRACE)
- 4- circulaire DAS du 7/09/99 (formations éducateurs spécialisés ...)
- 5- extrait constitution + décision du conseil constitutionnel + loi du 23/3/99 (ratification du Traité d'Amsterdam)
- 6- extraits de la Loi du 13/07/83 (droits et obligations des fonctionnaires)

Concours interne du 1^{er} juin 1999

Le sujet :

« Vous répondrez aux six questions suivantes à partir des documents joints. »

- 1- les missions et compétences du Conseil constitutionnel
- 2- les missions du Conseil d'Etat
- 3- les lois de finances : définition et modalités d'élaboration
- 4- Définition et portée du principe de subsidiarité
- 5- Le programme régional d'accès à la prévention et aux soins (PRAPS) : objectifs et organisation
- 6- Quelles sont les conditions nécessaires à la nomination d'un cadre socio-éducatif de la fonction publique hospitalière par liste d'aptitude ?

Les documents joints : 36 pages dont :

- 1- un extrait de Constitution + 1 document sur la place du conseil constitutionnel dans la Constitution de 1985
- 2- un extrait de l'ordonnance du 31/07/45 portant sur le Conseil d'Etat + extrait d'un rapport public du Conseil d'Etat
- 3- un extrait de ordonnance du 2/01/59 portant loi organique sur les finances publiques + un extrait de Constitution
- 4- un extrait du Traité de l'union européenne du 2/02/92 + un extrait ouvrage
- 5- un extrait loi du 27/07/98 + décret du 29/12/98 relatif aux PRAPS
- 6- un extrait décret du 26/03/93 sur statut des cadres socio-éducatifs + extrait de circulaire du 20/12/93 + circulaire du 3/01/98 + lettre du 11/05/95